

Le fourre-tout de l'économie

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1978)**

Heft 448

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1027075>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le tertiaire en Romandie

D'une édition à l'autre de son Bulletin d'information, la Confédération romande du travail (CRT) poursuit méthodiquement son travail de laboratoire, avec des recherches sur différents aspects de la vie économique et de la condition des salariés : de la crise monétaire à l'âge de la retraite, la CRT sait aborder sans complexe les plus difficiles sujets fournis par l'actualité, et les présenter avec une clarté étonnante.

La CRT, qui réunit au niveau romand la Fédération chrétienne du personnel des services publics (FChP) et celle des employés de Suisse (FCES), vient de publier une étude sur Le secteur des services en Suisse romande. On y trouve une description attentive, canton par canton, de l'évolution récente de l'emploi dans ce secteur, à la lumière des deux recensements des entreprises, de 1965 et 1975.

Le fourre-tout de l'économie

Dans les milieux syndicalo-socialistes, très axés sur le mouvement ouvrier, on connaît mal le secteur tertiaire, sorte de fourre-tout de l'économie dans lequel les statisticiens rangent pêle-mêle les activités et les branches économiques n'ayant rien à voir avec la production agricole, minière ou industrielle, et pas grand-chose à voir les unes avec les autres. Les choses demeurent si floues que, selon les pays, la fourniture d'énergie et les transports sont ou non considérés comme des services au sens tertiaire.

En Suisse, le secteur des services (tertiaire) comprend : le commerce (en gros et au détail), les banques, assurances et autres services financiers, les transports et télécommunications, l'hôtellerie-restauration, l'hygiène publique et les soins personnels, l'enseignement et la recherche, les professions libérales, toutes les administrations publiques et les organisations privées sans but lucratif, sans oublier les services domestiques et les services de nettoyage et d'entretien. Au total, un rassemble-

ment hétérogène de quelque 205 000 établissements (unités d'exploitation,) occupant 1 324 000 personnes, soit 49,4% de la main-d'œuvre de ce pays.

Pour la Suisse romande, Jura non compris, on comptait en 1975 322 453 personnes occupées dans le tertiaire, soit 54,6% de la main-d'œuvre active.

Il faut savoir que les effectifs du tertiaire sont inévitablement sous-estimés avec le système de recensement des « entreprises » que nous connaissons en Suisse : l'établissement étant l'unité considérée, tous les employés travaillant par exemple comme comptables ou nettoyeurs dans une exploitation industrielle sont recensés comme travailleurs du secondaire, et non comme « cols blancs ». Même si l'inverse est aussi vrai (par exemple pour le menuisier de grand magasin, mécanicien d'hôpital, etc.), on admet que ces « transferts statistiques » se soldent par un très net déficit au détriment du secteur des services. Pour preuve : alors que les recensements des entreprises de 1965 et 1975 attribuaient 1 098 000 et 1 324 000 personnes occupées au secteur tertiaire, le recensement de la population, effectué sur la base des professions et non de la spécialisation des employeurs, comptait déjà 1 434 000 personnes actives dans le « secteur 3 ».

D'un canton à l'autre

Par rapport à la moyenne suisse, trois cantons romands s'avèrent en avance dans la course à la civilisation post-industrielle des services : Genève bien sûr, Vaud aussi sans surprise, et le Valais, en raison du développement des activités liées au tourisme (voir tableau).

Même s'ils sont moins mono-industriels qu'on le répète depuis des décennies, Neuchâtel et le futur canton du Jura se distinguent par une proportion très élevée de travailleurs occupés dans le secondaire, la part du tertiaire dépassant tout juste 40%, respectivement 30%.

Quant à Fribourg, il est plein rattrapage : de 1965 à 1975, l'emploi dans le tertiaire a augmenté de

33,3% (Suisse + 21%), alors que le nombre de personnes occupées dans l'agriculture se réduisait de 34,6% (Suisse : — 32,2%) et celui des travailleurs de l'industrie de 6,0% (Suisse — 15,3%). Cette évolution particulièrement spectaculaire a été accélérée par l'augmentation du personnel dépendant de la Confédération à Drogens (place d'armes), Grolley et Romont (PAA), ainsi qu'à Grangeneuve (transfert de la Station fédérale de recherche animale, préalablement à Liebefeld).

D'après la branche économique, celle qui regroupe les activités de transports et communications ainsi que l'hôtellerie vient partout en tête à l'intérieur du secteur tertiaire. Suivent : le commerce de détail, l'hygiène publique (sauf à Fribourg où il s'agit de l'enseignement) et l'enseignement (sauf à Genève où la quatrième place est occupée par les Banques et assurances).

Beaucoup de femmes

A part sa progression rapide, le secteur tertiaire se caractérise par la forte proportion de femmes qu'il occupe. Elles représentent plus de la moitié des personnes occupées dans le commerce de détail, dans l'enseignement inférieur et dans le domaine de la santé et des soins personnels. Cette forte proportion de femmes et le niveau relativement moins élevé de leur qualification expliquent beaucoup des difficultés rencontrées par le mouvement syndical dans le secteur tertiaire.

Le cas des vendeuses est à cet égard exemplaire : malgré les bas salaires, les horaires de travail défavorables et la relative homogénéité des emplois d'une entreprise à l'autre, la concentration croissante des entreprises commerciales, les vendeuses n'adhèrent pas volontiers à un syndicat, ni même à une organisation-maison. Elles répugnent à s'engager dans une action de longue haleine, qui risque de durer davantage que leur propre activité professionnelle, et surtout elles ne sentent pas toujours une solidarité trop solide de la part des autres travailleurs, surtout masculins.

Autre problème, qui ne va pas faciliter la tâche des syndicats romands d'employés : les centres de

décision se situent rarement sur place, du moins pour les grandes entreprises. Cela vaut particulièrement pour Genève, très dépendante de la Suisse alémanique et de l'étranger. Parmi les gros employeurs du tertiaire genevois, la SBS et Coop ont leur siège central à Bâle, La Placette y a sa centrale d'achat, tandis que de Zurich viennent les directives adressées aux sociétés et succursales genevoises de l'UBS, du Crédit suisse, de Jelmoli (Grand Passage), d'ABM, d'EPA/Unip, de Migros, etc.

Genève, plaque tournante

Mais les décisions concernant les services privés installés à Genève viennent aussi souvent d'outre-frontière, particulièrement d'Outre-Atlantique. La ville de Genève, souvent choisie par les Américains pour y installer leurs quartiers généraux européens, bénéficie d'une proportion très élevée d'emplois, certes « propres » et souvent bien rémunérés, mais aussi à la merci d'un trait de plume qui sera donné d'autant plus facilement que l'éloignement sera plus grand entre le lieu de décision et celui d'exécution.

Les ronds de cuir d'aujourd'hui ne sont pas toujours aussi confortablement planqués que l'on croit. Eux aussi sont désormais soumis à certaines pressions peu soucieuses des situations acquises. L'automatisation gagne rapidement du terrain dans les bureaux et même les magasins, les femmes traditionnellement nombreuses dans le secteur forment une inquiétante masse de manœuvres, les décisions de compression du personnel sont aussi brusques que dans l'industrie, les administrations (semi-)publiques n'étant pas davantage épargnées (coupures de subventions, réductions d'effectifs dans les établissements sanitaires et scolaires).

Réunir les forces

Si les employés ne veulent pas devenir les prolétaires de la civilisation post-industrielle, ils devront bien réunir leurs forces, par delà leurs différences et l'apparente hétérogénéité de leurs intérêts. Petite suggestion idéaliste : l'Association des Em-

ployés de Banque (ASEB), qui a si habilement su monopoliser et faire passer les revendications professionnelles, pourrait servir d'ouvreuse de brèche; les employés de banque dans le rôle de typos du tertiaire, qui dit mieux ?

Nombre de personnes occupées en 1975

	dans le tertiaire	% du total cantonal
Genève	110 518	71,4%
Vaud	113 944	59,8%
Valais	42 544	51,2%
Fribourg	27 417	42,1%
Neuchâtel	28 030	40,5%
Jura (3 districts Nord) . .	7 589	30,8%
Suisse romande (sans Jura)	322 453	54,9%
Suisse (tous cantons) . . .	1 324 120	49,4%

GENÈVE

L'arbre et la forêt

C'est une tour. Pas un de ces nombreux silos à habiter qui parsèment les banlieues urbaines. Une tour ronde au toit pointu, pastiche de l'architecture du moyen-âge, une tour insolite plantée à Genève, au sommet du boulevard du Pont-d'Arve, en pleine ville.

C'est une tour qui ne veut pas mourir, et qui ne mourra pas parce que les bonnes fées, nombreuses, se sont penchées sur son sort.

C'est la Ville de Genève, tout d'abord, qui en décembre dernier dépose une requête en démolition, une requête « bidon », apprend-on trois mois plus tard, pour tester l'attachement des Genevois à cette construction.

C'est la « Tribune de Genève », ensuite, qui appelle les citoyens à exprimer leur opinion.

Ce sont les associations de défense du patrimoine qui exigent le classement du monument.

C'est enfin le chef du Département des travaux publics, M. Vernet, qui tape sur la table et refuse l'autorisation de démolir.

Véritablement, un conte de fées : les autorités à la tête du combat pour la préservation de l'habitat en ville, une presse qui se met au service des usagers, des citoyens entendus.

Mais les contes de fées réservent souvent aux enfants (de cœur) des réveils brutaux. Et celui-là ne fait pas exception. Jugez-en plutôt ! Revenons à la réalité. Le plan de quartier prévoit la démolition de tout un côté du boulevard que la tour couronne, en quelque sorte : voie expresse oblige. Les travaux doivent commencer incessamment. De cette réalité-là, personne ne parle; pas plus que des nombreuses démolitions et des changements d'affectation qui sont le lot quotidien de Genève et des grandes villes en général, au nom, bien sûr de la rationalité du trafic et ... du profit.

La tour subsistera donc comme une pièce de musée, destinée à calmer la « susceptibilité » des citoyens.

En vérité, une sinistre farce dans laquelle autorités, presse et protecteurs des vieilles pierres, acteurs hypocrites, défendent l'arbre pour mieux abattre les forêts.

Dans la poche divine

Un certain nombre des entreprises suisses ont des origines chrétiennes; c'est le cas, par exemple, de la « Basler Handelsgesellschaft », dont la société fille « UTC International » vient de défrayer la chronique financière en rachetant la majorité des actions des Grands Magasins Jelmoli. Dans cette perspective, une note qui ouvre des horizons dignes d'intérêt : le banquier Alfred E. Sarasin, président de la « Basler Handelsgesellschaft », confirmait récemment qu'une partie des bénéfices est utilisée à faire avancer le Royaume de Dieu, sous forme de dons à des institutions chrétiennes, mais « jamais à une institution catholique » (« niemals eine katholische Institution »). Lu dans « Bilanz », magazine économique.